



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 428 – 14 janvier 2022

Zoom sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA en 2020

La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) [a publié](#) en décembre 2021 un rapport portant sur l'évolution des indicateurs de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2020.

☛ Une évolution favorable des indicateurs d'inclusion financière dans l'ensemble

L'inclusion financière consiste à fournir une offre de services financiers formels et disponibles à un coût abordable pour les individus et les entreprises. Elle est évaluée par la BCEAO à travers 3 dimensions : (i) l'accès ; (ii) l'utilisation, déterminée par le pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) disposant d'un compte dans un établissement financier (banque, microfinance...) ou d'un compte de monnaie électronique et (iii) l'accessibilité-prix. Le rapport de la BCEAO révèle une évolution globalement favorable en 2020 de l'inclusion financière dans l'UEMOA à travers chacune de ces dimensions. En effet, s'agissant de la dimension "accès", le rapport indique une progression du nombre de points de services pour 10 000 adultes (111 en 2020 contre 102 en 2019), mais également de leur densité (234 points de services sur 1 000 km² en 2020 contre 205 l'année précédente). Aussi, le taux global d'utilisation des services financiers en 2020 dans l'UEMOA s'est élevé à 63,8%, contre 60% en 2019. Enfin, concernant la dimension "accessibilité-prix", le taux d'intérêt nominal des crédits a connu une baisse, passant de 6,68% en 2019 à 6,59% en 2020 ; tout comme le taux d'intérêt nominal des dépôts qui est passé de 5,34% en 2019 à 5,13%.

☛ En dépit de fortes disparités entre les pays

Afin d'appréhender le niveau global de l'inclusion financière, la BCEAO a construit un indice d'inclusion financière tenant compte de l'ensemble des dimensions. Il est compris entre 0 et 1, traduisant respectivement une situation d'exclusion totale et une inclusion financière aboutie. Au niveau de l'UEMOA, cet indice est ressorti à 0,520 en 2020 contre 0,501 en 2019 et 0,213 en 2010, reflétant un niveau d'inclusion financière globalement élevé. Toutefois, de fortes disparités existent entre les différents pays de l'Union. En effet, le Bénin (0,647), la Côte d'Ivoire (0,606) et le Burkina Faso (0,590) enregistrent les niveaux d'inclusion financière les plus élevés tandis que le Mali (0,445), le Niger (0,250) et la Guinée-Bissau (0,245) enregistrent les niveaux les plus faibles. A titre d'exemple, 82,4% de la population adulte béninoise avait un compte dans un établissement financier ou de monnaie électronique en 2020 contre seulement 15,6% au Niger.

LE CHIFFRE À RETENIR

64%

...de la population adulte dans l'UEMOA dispose d'un compte dans un établissement financier ou d'un compte de monnaie électronique

Evolution des indicateurs d'inclusion financière dans l'UEMOA par pays entre 2019 et 2020

Pays	Accès				Utilisation				Accessibilité-prix				Indice d'inclusion financière	
	Points de services pour 10 adultes	de 1000	Points de services sur 10 000 km ²	de 10 000 km ²	Taux de bancarisation strict* (%)	de 2020	Taux global d'utilisation des services financiers** (%)	de 2020	Taux d'intérêt nominal des dépôts (%)	de 2020	Taux d'intérêt nominal des crédits (%)	de 2020	de 2020	de 2020
Benin	166	253	990	1 533	24	31,2	75,4	82,4	5,35	5,54	7,31	7,16	0,611	0,647
Burkina Faso	110	94	449	396	20,4	20,6	70,9	75,4	5,87	5,79	7,27	6,93	0,590	0,590
Côte d'Ivoire	115	118	574	628	19,1	20,5	78,9	79,1	4,82	4,67	6,34	6,39	0,602	0,606
Guinée-Bissau	2	3	6	7	16,8	17,6	36,8	57	4,61	4,59	8,48	8,42	0,223	0,245
Mali	139	185	121	165	14,2	15,6	38,3	48,6	5,00	4,67	7,69	7,85	0,425	0,445
Niger	21	20	18	18	8,2	9,1	17,8	15,6	5,82	5,65	9,39	8,48	0,236	0,250
Sénégal	113	84	546	416	18,6	19,6	70	75,6	5,39	4,65	5,81	5,84	0,604	0,587
Togo	37	50	300	422	25,1	27	79	81,5	5,56	5,62	7,69	7,60	0,467	0,564
UEMOA	102	111	205	234	17,6	19,3	60	63,8	5,34	5,13	6,68	6,59	0,501	0,520

* : % de la population adulte détenant un compte dans les banques, services postaux, caisses nationales d'épargne et le Trésor

** : (TBS + % de la population adulte détenant un compte dans une institution de microfinance ou de monnaie électronique)

Source : BCEAO

Régional

La BRVM réalise une excellente performance au terme de l'année 2021

[La Bourse régionale des valeurs mobilières](#) (BRVM), le marché boursier commun aux 8 pays de l'UEMOA, a terminé l'année 2021 dans le vert, avec une progression de son indice général de 39,1%. Cette performance met ainsi fin au trend baissier observé sur ce marché depuis 2016. De plus, toutes les actions cotées ont enregistré une plus-value sur l'année ; les titres Nestlé Côte d'Ivoire et SITAB (Société Ivoirienne de Tabac) ayant même enregistré des hausses de plus de 1000%. Aussi, la valeur des transactions s'est établie en 2021 à 722 Mds FCFA (1,1 Md EUR), soit une hausse de 293% par rapport à l'année 2020. A noter qu'au 31 décembre 2021, la BRVM comptait 46 actions cotées pour une capitalisation boursière de 6 085,4 Mds FCFA (9,3 Mds EUR).

UEMOA : maintien des indicateurs d'activité à un niveau élevé

Selon [le bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique se maintiennent à un niveau élevé, reflétant l'évolution positive de la conjoncture dans la zone. Ainsi, l'indicateur du climat des affaires, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, s'est amélioré en moyenne de 7,1 points en glissement annuel (g.a.) en novembre 2021, plus particulièrement en Côte d'Ivoire (+9,1 pts en g.a.), au Mali (+7,9 pts en g.a.) et au Bénin (+6,3 pts en g.a.). S'agissant des indices du chiffre d'affaires, celui du commerce a augmenté de 12,7% en g.a. en novembre 2021 (après +14,4% en g.a. en octobre 2021) et celui des services marchands s'est accru de 15,2% en g.a. (contre +15,1% en g.a. en octobre). Quant à l'indice de la production industrielle, il a progressé de 4,8% en g.a. (contre +4% le mois précédent). L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 4,9% en g.a. en novembre

2021 (après +3,8% en g.a le mois précédent), principalement tirée par l'évolution des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +3,8 pts de pourcentage).

La BOAD approuve 4 projets d'un montant total 94,2 M EUR

Le Conseil d'administration de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) [a approuvé](#), le 16 décembre 2021, 4 propositions de prêts pour un montant global de 61,8 Mds FCFA (94,2 M EUR). Ces financements serviront à : (i) réhabiliter et étendre les plaines rizicoles de Tombouctou (Mali), pour un montant de 8 Mds FCFA (12,2 M EUR) ; (ii) mettre en place des barrages et aménager des périmètres irrigués dans la province de Ganzourgou au Burkina Faso, pour un montant de 8,5 Mds FCFA (12,9 M EUR) ; (iii) la construction et l'aménagement de l'autoroute Dakar – Saint-Louis au Sénégal, pour un montant de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) ; (iv) la construction de la centrale électrique de Kourouba (Mali) et son raccordement au réseau électrique de la Société d'Energie du Mali, pour un montant de 15 Mds FCFA (22,9 M EUR). Avec ces nouvelles approbations, la BOAD se sera engagée à hauteur de 436,2 Mds FCFA (665 M EUR) en 2021 à travers 32 projets.

La CEDEAO renforce les sanctions contre le Mali

Réunie le 9 janvier dernier en session extraordinaire, la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont [décidé d'imposer des sanctions supplémentaires au Mali](#), estimant que les autorités de la Transition du pays n'ont pris aucune disposition pour l'organisation de l'élection présidentielle avant la date du 27 février 2022 comme convenu initialement. Ces sanctions supplémentaires comprennent entre autres : la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Mali ; la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les pays de la CEDEAO et le Mali, à l'exception des produits

alimentaires de grande consommation, des produits pharmaceutiques et autres produits de premières nécessité ; le gel des avoirs du Mali dans les Banques centrales et les banques commerciales de la CEDEAO. A noter que les autorités de la Transition en Guinée ont annoncé qu'elles n'appliqueraient pas les sanctions décidées par la CEDEAO.

🇸🇵 Bénin

91,5 M EUR de la BADEA en faveur de l'agriculture

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) [a annoncé](#) au cours du 2^{ème} forum arabo-africain pour le commerce et le développement, tenu au Caire en décembre 2021, un financement de 91,5 M EUR en appui au projet d'aménagements hydro-agricoles et d'équipements de 12 000 hectares de terres. Cet investissement s'inscrit dans le cadre de la seconde phase du Programme d'action du gouvernement (PAG2) qui vise, entre autres, à renforcer la productivité du secteur agricole et sa résilience face au changement climatique.

Avantages douaniers et fiscaux pour les voitures neuves importées

D'après la loi n°2021-16 portant loi de finances pour la gestion 2022, [l'importation d'une voiture neuve au Bénin bénéficiera d'avantages douaniers et fiscaux sur toute l'année civile 2022](#). En effet, les voitures électriques à l'état neuf bénéficieront désormais d'un abattement sur la valeur en douane de 100%, les voitures hybrides d'un abattement de 95% et les autres véhicules de 90%. De même, dans le cadre de l'importation d'un véhicule neuf, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) se verra désormais exonérée. Ces mesures concernent uniquement les voitures de tourisme et autres véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes importées, fabriquées ou vendues à l'état neuf au Bénin.

🍷 Burkina Faso

Adoption de la loi de finances pour l'exercice 2022

La loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2022, [a été votée et adoptée](#) par l'Assemblée nationale, le 16 décembre 2021. Les recettes et dons s'établissent à 2 349,1 Mds FCFA (3,6 Mds EUR), en hausse de 10,2% par rapport à 2021, tandis que les dépenses s'établissent à 2 919,1 Mds FCFA (4,4 Mds EUR), en hausse de 9,2% par rapport à 2021. Ainsi, le déficit budgétaire devrait s'établir à 570 Mds FCFA (868 M EUR). Les secteurs jugés prioritaires mobilisent plus de 70% du budget : (i) 30,1% pour l'éducation qui intègre également la formation technique et professionnelle ; (ii) 20,3% pour les secteurs défense et sécurité ; (iii) 13,9% pour la santé. Enfin, le secteur du développement rural bénéficiera d'une allocation budgétaire représentant 6,6% du budget.

106,7 M EUR du Pool bancaire national en soutien à la SOFITEX

La Société burkinabè des Fibres Textiles (SOFITEX) et le pool bancaire burkinabè [ont signé](#), le 20 décembre 2021, une convention de 70 Mds FCFA (106,7 M EUR) en vue de financer les activités de la campagne cotonnière 2021-2022. Dans le détail, ce financement servira à la SOFITEX pour les activités de collecte, d'achat du coton graine auprès des cotonculteurs, de transport, d'égrenage du coton graine dans les usines d'égrenage et d'évacuation de la fibre vers les différents ports d'embarquement. Selon le directeur général de la SOFITEX, le remboursement est prévu sur 15 mois avec un taux d'intérêt de 6%. Pour la campagne cotonnière 2021-2022, couverte par cette convention, la SOFITEX annonce des prévisions de l'ordre de 450 000 tonnes de coton graine et 191 250 tonnes de coton fibre, soit le niveau le plus élevé enregistré sur les 5 dernières années.

🍷 Cap-Vert

Record de mobilisation sur la Bourse des valeurs en 2021

Selon le Président de la Bourse du Cap-Vert (BVC), le volume des opérations de financement sur le marché primaire [s'est élevé](#) à 25 Mds CVE (226,7 M EUR) en 2021, soit une progression de 68% par rapport à 2020. Une grande partie des ressources mobilisées pour l'économie cap-verdienne en 2021 provenaient de l'émission de bons du Trésor. Il s'agirait de la 2^{ème} meilleure performance annuelle en termes d'émission de titres publics. Par ailleurs, la capitalisation boursière globale (actions et obligations) de la BCV aurait atteint 92 Mds CVE (834,3 M EUR) en 2021, en hausse de 12,9% par rapport à 2020.

Renouvellement de la concession dans le secteur des communications pour CVTelecom

L'entreprise publique CVTelecom et le gouvernement cap-verdien [ont signé](#), le 12 janvier 2022, un nouveau contrat de concession de 20 ans dans le domaine des communications. Ce contrat prévoit des investissements d'un montant total de 40 Mds CVE (360 M EUR) et la scission de l'entreprise publique, en séparant l'exploitation des réseaux de télécommunications du service de détail. Dans le cadre de la concession, CVTelecom versera annuellement 41 M CVE (370 K EUR) à l'Etat.

🍷 Côte d'Ivoire

Inauguration de la première unité d'assemblage de véhicules

Le 10 janvier 2022, le Premier ministre a procédé à [l'inauguration officielle de la première unité d'assemblage de minibus](#) du pays, fruit d'un partenariat entre l'entreprise publique SOTRA (Société de transport Abidjanaise) et le constructeur italien de bus IVECO. Cette usine, dont la capacité de production est de 1 000

véhicules de 18 à 26 places par an (configurables en ambulances, camionnettes frigorifiques...), permettra à la Côte d'Ivoire de combler ses besoins en matière de véhicules de transport, et de les proposer 30% moins chers que ceux importés. Cette nouvelle filière industrielle s'inscrit dans la volonté du pays de devenir un hub régional en termes de production de pièces détachées et d'assemblage de véhicules. Ainsi, ces véhicules sont destinés dans un premier temps au marché local puis à l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Selon le Ministre des transports, le carnet de commandes de l'unité est déjà plein jusqu'en 2024 et une seconde ligne de montage est en préparation.

Le coût global du PSGouv 2 évalué à plus de 3 000 Mds FCFA

Selon une [communication](#) adoptée en Conseil des ministres le 22 décembre 2021, la 2^e phase du Programme Social du Gouvernement (PSGouv 2) couvrira la période 2022-2024 et visera à consolider les acquis du PSGouv 2019-2020. Spécifiquement, le PSGouv 2 a pour objectif d'apporter des solutions durables à la problématique de la fragilité dans les zones frontalières au nord, de l'accès à l'emploi et de l'autonomisation des jeunes et des femmes, afin de marquer l'impact social de l'action gouvernementale. Le coût global du PSGouv 2022-2024 s'établit à 3 182,4 Mds FCFA (4,9 Mds EUR), dont 574,2 Mds FCFA (0,9 Md EUR) pour l'année 2022.

Ratification de 2 accords de prêts avec la BAfD d'un montant total de 52 M EUR

Lors des Conseils du Ministre du 22 décembre 2021, le gouvernement a adopté 2 décrets portant ratification d'accords de prêt avec la Banque Africaine de Développement (BAfD). Le premier, d'un montant de 48,4 M EUR, servira au financement du Projet d'assainissement et d'amélioration du cadre de vie du district d'Abidjan (PAACA). Ce projet prévoit, entre autres, la réhabilitation et l'extension de 82,1 km de réseaux d'assainissement des eaux usées dans le District d'Abidjan. Le second accord est relatif

au financement du Projet d'appui à la mobilisation des revenus propres des communes de Côte d'Ivoire (PAMREC). Ce dernier vise spécifiquement à mettre en place un fichier des contribuables conforme au potentiel réel des communes et à soutenir les activités de mobilisation des impôts locaux.

Gambie

La Gambie a atteint son objectif de collecte de revenus en 2021

Selon la Gambian Revenue Authority (GRA), l'objectif qui avait été fixé par le gouvernement de [collecter 12,7 Mds GMD \(209,6 M EUR\) de revenus en 2021 a été atteint](#). Malgré les difficultés liées à la pandémie, cette performance a pu être réalisée grâce à l'engagement collectif de tous les contribuables et du personnel de la GRA, selon le Commissaire général de la GRA. Pour 2022, l'objectif de collecte de revenus a été fixé à 13,5 Mds GMD (222,8 M EUR), soit une progression de 6,3% par rapport à 2021.

Guinée

Inflation à +12,6% en g.a. en novembre 2021

Selon l'[Institut national de la statistique](#) (INS), le taux d'inflation s'est établi à +12,6% en glissement annuel (g.a.) en novembre 2021, contre +12,7% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix est tirée par celle des produits alimentaires, boissons et tabac (+15,2% en g.a.), en lien avec l'augmentation des prix des légumes et tubercules (+30,1% en g.a.) et de la viande (+25,1% en g.a.). Ensuite, viennent les prix de l'ameublement et des équipements ménagers (+30,2% en g.a.). Toutefois, le niveau d'inflation a été atténué par la baisse des prix du secteur des transports (-12,3% en g.a.).

🇱🇮 Libéria

8,8 M USD du FIDA pour la résilience climatique des petits agriculteurs

Le 16 décembre 2021, le gouvernement du Libéria [a obtenu](#) une subvention de 8,8 M USD du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) pour financer le Projet de renforcement de la résilience climatique en faveur de 25 000 petits producteurs agricoles dans le pays. Ce projet, qui vise à améliorer la subsistance et la résilience au changement climatique des ménages agricoles ruraux du comté de Bong, soutiendra spécifiquement 10 000 producteurs de riz, 10 000 producteurs de cacao et 5 000 petits exploitants d'autres filières, dont au moins 40% de femmes et 40% de jeunes.

🇲🇷 Mauritanie

Signature de plusieurs accords lors de la Journée nationale de la Mauritanie à l'Expo Dubaï 2020

En marge de la journée nationale mauritanienne à l'Expo 2020 Dubaï qui s'est tenu le 11 janvier 2021, le ministre des Affaires économiques et des Secteurs productifs [a signé des protocoles d'accord](#) avec Talent Africa SA et l'Alliance émiratie Technical Solutions et Serdal Limited, des entités spécialisées en développement technologique. En outre, un [mémoire d'entente](#) a également été signé entre l'Union du patronat mauritanien (UNPM) et l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'Etat (UCCIE) des Emirats Arabes Unis. Cet accord a pour but d'élargir le champ d'opportunités d'investissement et des affaires, surtout dans les domaines du commerce, du transfert technologique, des services et de l'industrie, tout en permettant davantage de coopération économique et social entre le secteur privé dans les deux pays.

🇳🇮 Niger

Adoption d'un accord de financement de la Banque mondiale de 32,5 M EUR

Le 6 janvier 2022, le Conseil des Ministres [a adopté](#) le projet d'ordonnance autorisant la ratification de l'accord de financement de 32,5 M EUR avec l'Association Internationale de Développement (IDA) du groupe Banque Mondiale. Le prêt concessionnel accordé contribuera au financement complémentaire du **Projet de transformation de l'agriculture et de l'élevage**. Ce projet vise à augmenter la productivité agricole et l'accès aux marchés pour les unités de production agricole de petite et moyenne taille et les PME agro-alimentaires.

Aide humanitaire de 5 M EUR de l'UE

Le 12 janvier 2022, l'Union Européenne [a alloué](#) une aide humanitaire supplémentaire de 5 M EUR au Niger pour contribuer à la lutte contre la crise alimentaire en cours. En effet, 2,5 M de personnes seraient actuellement en situation **d'insécurité alimentaire sévère au Niger**, suite à une campagne agro-fourragère fortement déficitaire. En outre, le déficit céréalier brut se chiffre ainsi à 39% par rapport aux besoins des populations. Les mauvaises conditions climatiques et la détérioration de la situation sécuritaire ont entravé le développement des cultures et causé une augmentation des prix des produits alimentaires. Ce don permettra de répondre aux besoins alimentaires urgents des foyers les plus vulnérables, particulièrement impactés par l'insécurité, et éventuellement déplacés. Pour répondre à la crise, le gouvernement entend en outre acquérir 89 300 tonnes de céréales pour 29,6 Mds FCFA (45,1 M EUR) au cours du mois de janvier.

Libéralisation du secteur des engrais

Dans la continuité de la réforme du secteur des engrais entamée en janvier 2018, le gouvernement [a décidé](#) d'interdire à la Centrale d'approvisionnement d'intrants et matériels

agricoles (CAIMA), un organisme gouvernemental, toute implication dans le secteur des engrais. En particulier, celle-ci ne pourra plus passer de nouvelles commandes, ni signer des contrats d'importation d'engrais. L'objectif du gouvernement en libéralisant le secteur est : (i) d'augmenter la demande d'engrais, (ii) d'accompagner l'implication du secteur privé et (iii) de renforcer les capacités de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur.

🇸🇳 Sénégal

Inauguration du Train Express Régional

Le Président sénégalais [a procédé](#), le 27 décembre 2021, à la mise en service officielle du Train express régional (TER), le premier du pays, reliant le centre-ville de Dakar à la nouvelle ville de Diamniadio (35 km). Réalisé en 5 ans, avec l'intervention de près de 10 entreprises françaises, ce projet est doté des meilleurs technologies au monde en matière ferroviaire. Il devrait permettre de fluidifier le trafic et désengorger Dakar en réduisant le temps des trajets. D'un coût de 780 Mds FCFA (1,2 Md EUR), le projet aura été financé par l'Etat sénégalais à hauteur de 250 Mds FCFA (381,1 M EUR) et ses partenaires au premier rang desquels : (i) la France, à travers l'AFD à hauteur de 150,8 Mds FCFA (230 M EUR), du Trésor à hauteur de 72,1 Mds FCFA (110 M EUR) et de Bpifrance à hauteur de 31,5 Mds FCFA (48 M EUR) ; (ii) la Banque islamique de développement (BID) à hauteur de 197 Mds FCFA (300,3 M EUR) ; (iii) la Banque africaine de développement (BAfD) à hauteur de 120 Mds FCFA (182,9 M EUR). La 2^{nde} phase du projet devrait relier Diamniadio à l'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD) et une 3^{ème} phase reliant AIBD à Thiès et Mbour est envisagée.

Le FMI approuve un décaissement de 180 M USD

Le 10 janvier 2022, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) [a achevé](#) la 4^{ème} revue au titre de l'Instrument de

coordination de la politique économique (ICPE) ainsi que les 1^{ère} revues au titre de l'Accord de confirmation et au titre de la Facilité de crédit de confirmation (FCC), permettant ainsi un décaissement de 180 M USD en faveur du Sénégal. Par ailleurs, le Conseil a conclu la consultation 2021 au titre de l'article IV. Selon les services du FMI, une reprise vigoureuse est en cours depuis mi-2020, tirée par la production industrielle et le secteur tertiaire, et devrait se poursuivre en 2022 et au-delà en raison de la production de pétrole et de gaz à venir. Toutefois, dans un contexte d'augmentation du déficit budgétaire (6,3% du PIB en 2021) et de la dette publique (73% du PIB en 2021), le FMI encourage les autorités à œuvrer pour une meilleure collecte des recettes ainsi qu'une amélioration de la gestion de la dette publique afin de préserver sa viabilité.

282,4 M EUR de recettes issues du secteur extractif en 2020

D'après le rapport 2020 de l'Initiative pour la transparence dans le secteur extractif (ITIE), le secteur extractif a généré des revenus à hauteur de 185,2 Mds FCFA (282,4 M EUR), dont 167,7 Mds FCFA (255,7 M EUR) ont été affectés au budget de l'Etat. Dans le détail, 87,9% des revenus du secteur extractif proviennent du secteur minier tandis que 8,7% proviennent du secteur des hydrocarbures. En termes d'évolution, les revenus générés par le secteur extractif (hors paiement sociaux et environnementaux) ont progressé de 15,6% par rapport à 2019 et de 53,7% par rapport à 2015. Si l'on se concentre sur le secteur minier, sa progression est expliquée principalement par : (i) la bonne tenue des productions d'or, de minéraux lourds et la hausse des cours mondiaux de ces produits ; (ii) les paiements au titre de la taxe sur le ciment, instituée en avril 2020, et qui a généré 7,5 Mds FCFA (11,4 M EUR). Enfin, selon le rapport, le secteur extractif a contribué en 2020 à 3,4% du PIB, 5,7% des revenus, 37,9% des exportations, mais seulement à 0,2% des emplois.

Sierra Leone

Augmentation du taux directeur de la BSL de 25 points de base

Les 21 et 22 décembre 2021, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale de la Sierra-Leone (BSL) s'est réuni afin de passer en revue les évolutions conjoncturelles récentes. Ainsi, a été constaté la hausse de l'inflation à +14,5% en octobre 2021 (contre +11,6% au 3^{ème} trimestre et +10,2% au 2^{ème} trimestre), en raison notamment la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, de la forte augmentation des coûts du fret et des perturbations des chaînes d'approvisionnement dues au variant Omicron. La croissance économique a été revue à la baisse pour 2021 à +2,9% (au lieu de +3,2% initialement), mais devrait atteindre à 5% en 2022. Par ailleurs, les réserves de change ont augmenté de 43,4% entre juin et octobre 2021 et permettaient de couvrir 6,1 mois d'importations de biens et services au 3^{ème} trimestre 2021, grâce à l'allocation spéciale des Droits de Tirage Spéciaux du FMI. Sur la base de ces évolutions, le CPM a décidé de relever le taux directeur de 25 points de base à 14,25%.

Togo

Hausse de 19% des recettes en 2021

Selon son Commissaire général, [l'Office togolais des recettes \(OTR\) a mobilisé près de 780 Mds FCFA](#) (1,2 Md EUR) au terme de l'année 2021. Cela représente une hausse de 19%, comparées aux 655,2 Mds FCFA (998,8 M EUR) collectés en 2020. Pour le Commissaire général, **il s'agit surtout d'une avancée notable, impulsée notamment par les nombreux efforts de promotion de civisme fiscal ainsi que la dématérialisation et la digitalisation des procédures, limitant ainsi les fraudes.** Pour 2022, l'OTR devrait collecter 814,7 Mds FCFA (1,2 Md EUR) au titre des recettes fiscales pour financer le budget de l'Etat.

Inflation à 6,1% en g.a. en décembre 2021

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), le **taux d'inflation s'est établi** à 6,1% en glissement annuel (g.a.) en décembre 2021, contre 5,3% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix a été tirée principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+14,9% en g.a.), en lien avec l'augmentation des prix des pains et céréales (+22,1% en g.a.), des légumes (+15,6% en g.a.) ainsi que du poisson et fruits de mer (+12,5% en g.a.). Ensuite, vient le secteur des transports (+5,4% en g.a.). Toutefois, cette hausse a été atténuée par la baisse des **coûts de l'enseignement** (-4% en g.a.) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-0,8% en g.a.). Par ailleurs, le **taux d'inflation** moyen annuel en 2021 se situe à 4,5%, au-dessus de la **norme de convergence de l'UEMOA** (3%).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international